



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES SECTORIELLES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°4 – 11 au 24 février 2022

En bref

À l'occasion du discours annuel sur le budget, le ministre des finances, Enoch Godongwana est resté ferme sur l'absence de nouvelles aides financières aux entreprises publiques en difficulté. Eskom, qui a déjà reçu 136 Mds ZAR (8 Mds EUR), devrait percevoir 88 Mds ZAR (5,1 Mds EUR) supplémentaires pour financer sa dette jusqu'en 2025-26. Si le Trésor national sud-africain travaille à une solution durable pour traiter la dette d'Eskom d'une manière équitable et durable, le soutien de l'Etat sera conditionné aux mesures prises par l'électricien national pour contenir ses coûts, céder des actifs et améliorer l'approvisionnement en électricité. Si les autres entreprises publiques n'ont pas été mentionnées dans le discours, les soutiens déjà annoncés pour Denel (3 Mds ZAR) et SAA (1,8 Md ZAR) devraient bien être mis en œuvre.

LE CHIFFRE À RETENIR

0

Le montant des nouvelles aides financières accordées aux entreprises publiques

Zoom sur les appels d'offres « énergies renouvelables » au Cap

La municipalité du Cap lance un appel à manifestation d'intérêt à l'intention des producteurs indépendants d'électricité (IPP) en vue d'acquérir 300 MW d'énergie décarbonée. La ville veut gagner en autonomie vis-à-vis d'Eskom, l'électricien national. Le Cap compte ainsi signer des contrats d'achat d'électricité avec des IPP pour de la production et/ou du stockage d'énergie. En proie à des nombreux délestages sur le réseau d'Eskom, la municipalité vise des projets compris entre 5 et 20 MW pour prendre le relais d'Eskom aux heures de pointe. Dans un second temps, un appel d'offres devrait être lancé pour les projets de production d'électricité de plus de 20 MW.



Faits saillants

Afrique du Sud

- Un discours budgétaire pro-business
- Transnet recherche des partenaires privés pour son réseau de fret ferroviaire et portuaire
- Le secteur pétrolier sud-africain en difficulté
- Sasol : 1,3 Md USD pour la transition du charbon au gaz
- Ouverture d'une usine de recyclage des déchets électroniques dans le Gauteng
- Rachat de Distell par Heineken

Angola et Namibie

- Signature d'un accord commercial entre l'Angola et la Namibie

Namibie

- Hage Geingob fait appel aux dirigeants mondiaux pour lutter contre la pollution plastique
- Lancement de la première usine de démonstration d'hydrogène vert

Afrique du Sud

Un discours budgétaire pro-business

🏗️ Infrastructures

Enoch Godongwana, ministre des finances, a présenté un budget largement orienté business et investissements publics. Il notamment annoncé des mesures fiscales en faveur du climat, l'extension de l'aide pour les PME et l'accélération du plan d'investissement pour les infrastructures.

La taxe carbone est le principal mécanisme permettant au pays de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Conformément aux engagements pris lors de la COP26, le taux de la taxe carbone sera progressivement augmenté chaque année pour atteindre 18 EUR/t. Le taux de la taxe carbone augmentera donc rétroactivement à partir du 1^{er} janvier 2022, passant de R134 (7,85 EUR) à R144 (8,44 EUR).

Par ailleurs, l'aide aux PME sera étendue par le biais du projet dit de "rebondissement", dans le cadre duquel des garanties de prêt d'un montant de 15 milliards de rands (880 M EUR) seront prêtés par les créanciers.

Enfin, un nouveau cadre pour les partenariats public-privé (PPP), proposé par le Trésor sud-africain, devrait favoriser l'investissement privé dans les infrastructures. A ce titre, un centre public d'excellence pour les PPP et autres projets de financement mixte devrait voir le jour.

Transnet recherche des partenaires privés pour son réseau de fret ferroviaire et portuaire

🚂 Transport

Le processus de libéralisation du secteur ferroviaire débutera au mois d'avril, conformément au plan de reconstruction et de relance économique visant d'une part à ouvrir le

fret ferroviaire à des opérateurs privés. Avec environ 36 000 km de voie ferrée, l'Afrique du Sud abrite le plus grand réseau ferroviaire du continent et l'un des plus importants au monde. Néanmoins un tiers seulement de cette capacité est utilisée, l'état du réseau ne permettant pas la pleine exploitation des infrastructures. D'importants investissements sont requis pour réparer les segments en mauvais état et prévenir les actes de vandalisme, ce que l'ouverture au secteur privé devrait permettre. Les premiers lots de privatisation devraient concerner le corridor de fret ferroviaire entre Durban et City Deep dans le Gauteng.

D'autre part, **concernant son activité de gestion des ports, Transnet va financer l'extension de ses installations dans les ports de Durban (Pier 2) et de Gqeberha (Ngqura) à travers un véhicule spécial permettant l'investissement privé.** Le processus de désignation de l'opérateur de terminal a déjà commencé, Transnet ayant publié la semaine dernière une demande de qualification (RfQ – Request for Qualification) pour les candidats potentiels. Le processus final d'évaluation des offres devrait être achevé d'ici juin 2022.

L'expansion et la modernisation des ports de Transnet, grâce à la participation de partenaires privés et la création de sa filiale Transnet National Ports Authority, font partie de la liste des priorités du gouvernement pour réorganiser l'économie. Cela devrait permettre d'augmenter l'efficacité des infrastructures portuaires et de stimuler l'investissement et la création d'emplois.

Le secteur pétrolier sud-africain en difficulté

🏭 Industrie

Le 10 février dernier, la plus grande raffinerie d'Afrique du Sud (170k b/j) basée à Durban, Sapref Refinery, a fermé. De ce fait, le pays ne dispose plus que d'une seule raffinerie,

appartenant à Sasol et TotalEnergies, située à Sasolburg dans le Free State (90k b/j).

Si l'entreprise Sapref ne produisait déjà plus depuis plusieurs mois, la hausse rapide des coûts de production tels que l'énergie et la main-d'œuvre, la dégradation des infrastructures et le manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité ont contribué à dégrader la santé financière de l'entreprise.

Au regard des résultats de la Sapref, une reprise par un investisseur privé est exclue. Toutefois, l'Etat pourrait racheter l'usine via son Central Energy Fund (CEF). En effet, l'Afrique du Sud souffre d'un taux de chômage supérieur à 35% et cette reprise pourrait éviter un licenciement massif dans le secteur.

Malgré les difficultés du secteur en Afrique du Sud, l'Etat travaille depuis plusieurs mois à la fusion entre PetroSA, qui exploite la raffinerie de gaz-liquide de Mossel Bay, iGas et le Strategic Fuel Fund (SFF). PetroSA, de loin la plus grande entité du groupe CEF, prévoit une perte de 490 millions de rands sur un revenu de 18,9 milliards de rands pour l'exercice 2021/2022, qui devrait être compensée par les bénéfices du SFF (546M ZAR) et d'iGas (494M ZAR).

Sasol : 1,3 Md USD pour la transition du charbon au gaz

Industrie

La société pétrochimique Sasol a annoncé, le lundi 21 février, un financement de 1,3 Md USD, pour la première phase de remplacement du charbon par le gaz au complexe de Secunda. Cette étape devrait être achevée d'ici 2025. L'opérateur pétrochimique sud-africain avait dévoilé ce plan, fin 2021, épine dorsale de sa politique environnementale, qui vise à réduire ses émissions de 30 % d'ici 2030.

En parallèle, Sasol a signé un contrat de livraison de gaz pour le complexe dans le Mpumalanga. Ainsi, 40 à 60 pétajoules de gaz en provenance de Maputo au Mozambique devraient être livrés à partir de 2026.

Ces projets vont permettre à la société sud-africaine d'accroître ses stocks de gaz, tout en abandonnant progressivement l'usage du charbon. Dans ce sens, l'entreprise ne compte plus investir des fonds supplémentaires dans de nouveaux gisements de charbon.

Ouverture d'une usine de recyclage des déchets électroniques dans le Gauteng

Gestion des déchets

L'université de Johannesburg (UJ) et le département de l'Administration électronique de la province du Gauteng préparent la mise en place d'un système de gestion des déchets électroniques. Le projet, lancé le 18 février 2022, devrait améliorer la collecte et le recyclage des appareils électroniques hors d'usage à Johannesburg et Pretoria. Cela devrait également permettre de structurer la filière de gestion des déchets largement informelle, constituée de 90 000 récupérateurs de déchets qui collectent notamment des matériaux recyclables.

Selon l'organisme *The World Counts*, 40 millions de tonnes de déchets électroniques sont générées chaque année dans le monde, mais seulement 12,5 % sont recyclées. En Afrique du Sud, la province du Gauteng, accumule des quantités importantes de déchets électroniques. Selon le rapport *Global E-waste Monitor 2020*, des Nations Unies, environ 360 000 tonnes de déchets électroniques sont générées chaque année en Afrique du Sud et le Gauteng est responsable de plus de 55 %.

Rachat de Distell par Heineken

🍷 Agro-alimentaire

Les actionnaires de Distell ont approuvé à 94% l'achat par Heineken du plus grand fabricant de boissons alcoolisées d'Afrique du Sud pour un montant de 40,1 milliards de rands (2,3 Mds EUR).

L'opération souligne l'intérêt croissant pour les actifs en Afrique du Sud, où les valorisations ont été mises à mal par une économie stagnante depuis plusieurs années et par les inquiétudes des investisseurs quant au risque politique après les pillages du mois de juillet et les conclusions du rapport Zondo sur la corruption à la tête de l'Etat. Cette décision conforte également les efforts déployés par le président Cyril Ramaphosa pour attirer les investissements étrangers et du secteur privé et ainsi combler le vide laissé par le gouvernement et les entreprises publiques en difficulté financière.

Angola et Namibie

Signature d'un accord commercial entre l'Angola et la Namibie

🌐 Commerce extérieur

Les gouvernements angolais et namibien ont signé, mardi 15 février 2022, à Luanda, deux instruments juridiques qui assureront une plus grande protection des relations d'affaires et renforceront les liens entre les deux pays.

Il s'agit du protocole d'accord dans le domaine du commerce, de l'investissement et de la promotion de la coopération industrielle et de l'accord pour la création du Forum d'affaires entre les chambres de commerce des deux pays, signé à l'issue d'une réunion entre les délégations des ministères des affaires étrangères et de l'industrie et du commerce des deux pays.

L'objectif de ces accords, selon le Ministre angolais du commerce et de l'industrie, est de créer les conditions pour que les affaires entre les deux pays soient protégées et se déroulent dans le cadre d'un protocole communément accepté et de faciliter l'action des entrepreneurs d'un côté et de l'autre en vue de la réalisation de leurs objectifs.

Namibie

Hage Geingob fait appel aux dirigeants mondiaux pour lutter contre la pollution plastique

🌿 Environnement

Lors du sommet One Ocean, qui s'est tenu à Brest début février, le président namibien Geingob a appelé les dirigeants mondiaux à redoubler d'efforts pour lutter contre les effets du changement climatique. Il les a invités à adopter un cadre institutionnel solide, pour atteindre les objectifs de conservation et d'utilisation durable et équitable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale.

Le président a déclaré que la Namibie finalisait une politique d'économie bleue durable visant à protéger, maintenir et restaurer efficacement « la biodiversité, la productivité, la résilience et la valeur intrinsèque des écosystèmes marins et aquatiques en Namibie ».

Il a également affirmé le soutien namibien en faveur de la création d'une coalition de haut niveau pour la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. La coalition, lancée lors du sommet, vise à soutenir un accord mondial juridiquement contraignant en cours de négociation.

Lancement de la première usine de démonstration d'hydrogène vert

 Environnement

Le groupe Ohlthaver & List et son partenaire CMB.TECH ont annoncé mercredi 23 février, la création de la première usine de production d'hydrogène vert de Namibie, qui sera construite dans la région d'Erongo.

La construction de l'usine de démonstration, qui servira spécifiquement de « hub » pour les applications de l'hydrogène, devrait commencer cette année, pour un démarrage opérationnel d'ici fin 2023. Le président exécutif d'O&L Group, Sven Thieme, a déclaré que la construction devrait coûter environ 18 M USD.

Il a également indiqué qu'en fonction des résultats de l'usine de démonstration, une usine de production à plus grande échelle sera construite dans un deuxième temps, et que l'ammoniac sera probablement utilisé comme carburant pour les transports. Le directeur général de CMB.TECH, Alexander Saverysa, a ajouté que Cleanergy Namibia développera parallèlement une usine verte d'hydrogène et d'ammoniac beaucoup plus importante en Namibie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international